

À BIEN Y PENSER

J'ai beaucoup de réticence à ce que MacDonald et Coca Cola figurent comme commanditaires principaux des Jeux olympiques de Vancouver. Je cherche le lien entre la malbouffe et l'excellente forme physique des athlètes. Il n'y en a justement aucun. Le mode d'alimentation prôné par MacDonald et Coca Cola va à l'encontre des valeurs préconisées dans le sport de haut niveau. — Hélène Blain, Saint-Roch de Richelieu

FORUM

Le mot qui allume le feu



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Le décrochage scolaire s'aggrave. Kahnawake expulse des pères de famille au nom de la pureté raciale. Les francophones détiennent le record de la sous-scolarisation. Le projet du CHUM est dans les limbes. Les travaux publics sont rongés par la corruption. Mais qu'est-ce qui suscite une tempête d'indignation? Une petite modification au calendrier pédagogique qui ne sera vraisemblablement appliquée que dans six écoles juives hassidiques!

Qui peut croire sérieusement qu'une commission scolaire oserait imposer l'école du dimanche à nos chers petits?

«Écoles juives». Juives. Juifs. Le mot est lâché. Le mot qui allume tous les incendies, on se demande bien pourquoi (je blague, car je crois malheureusement savoir pourquoi).

L'affaire, par sa dimension malheureusement démesurée, rappelle la crise qui avait failli jeter le gouvernement à terre en 2005: on se déchaînait, avec une unanimité proprement terrifiante, contre le fait que le gouvernement Charest comptait accorder un financement accru à des écoles privées juives en échange d'un partenariat avec des commissions scolaires francophones. Et qu'importe si des écoles grecques bénéficiaient depuis longtemps des mêmes avantages. Les Grecs, ça ne dérange pas. Les Juifs, si.

Et ça recommence. La CSQ réclame la démission de la ministre Courchesne. Dans la presse écrite, le même mot revient sous toutes les plumes: «gâchis». Un chroniqueur voit dans ce scandale «la bonne cause» qu'espèrent les syndicats du secteur public. Un autre n'a plus de chemise à déchirer tant il en a déchirées: «Là, gémit-il, on a touché le fond.» L'opposition péquiste, qui enfourche maintenant le glorieux cheval de bataille de Mario Dumont, pousse les hauts cris au nom de la sacro-sainte «laïcité».

L'heure est grave, on enquête. *Le Devoir* a découvert que l'exécutif des basses œuvres est un «lobbyiste» libéral embauché par la communauté hassidique. C'est lui qui a négocié avec le ministère la modification au calendrier pédagogique. Notons bien qu'il n'y a rien d'illégal là-dedans. Ce lobbyiste était dûment inscrit au registre, il travaille pour une firme respectable (National), et qu'il soit au surplus militant libéral n'a strictement rien d'incongru: tous les groupes de pression embauchent des lobbyistes proches du parti au pouvoir. En ferait-on une aussi grosse histoire s'il s'était agi de négociations entre un regroupement d'épiciers et le ministère du Développement économique?

Qui peut croire sérieusement qu'une commission scolaire oserait imposer l'école du dimanche à nos chers petits?

Un lecteur enragé: la ministre, écrit-il, a accordé «à une minorité religieuse des privilèges qui dérangent la majorité». Comment ça? Ça vous dérange, vous, qu'une poignée de jeunes hassidim aillent lire la Torah le dimanche ou le soir au lieu de s'adonner à des jeux vidéo ou de traîner dans les parcs? Quel tort causera un règlement qui restera, à défaut d'un consensus social fort improbable, inappliqué à l'échelle de la province?

Il faudrait au contraire féliciter M^{me} Courchesne d'avoir réussi à ramener dans le giron une minorité qui refusait jusqu'ici de respecter le régime pédagogique parce qu'elle met l'accent sur l'enseignement de la religion. En échange de l'allongement des heures de cours, les élèves des écoles hassidiques apprendront les matières communes à tous les Québécois. C'est une bonne nouvelle!

On reproche à la ministre d'avoir agi «en cachette». C'est peut-être une maladresse, encore qu'on puisse comprendre l'embarras d'un gouvernement échaudé par la crise hystérique de 2005, qui a appris à la dure qu'il marche sur des œufs quand il est question de la communauté juive. M^{me} Courchesne est l'un des rares ministres qui ait essayé de changer des choses, dans le monde momifié de l'éducation nationale. Elle ne mérite pas le traitement ignominieux qu'on lui fait subir.

N'appliquons pas les freins

Le réseau québécois de la santé doit continuer de s'inspirer du modèle Toyota malgré ses mésaventures

SYLVAIN LANDRY ET MARTIN BEAULIEU

M. Landry est professeur et directeur associé du pôle santé aux HEC Montréal, professeur affilié au BEM - Bordeaux Management School et associé universitaire chez Logi-D Inc. M. Beaulieu est professionnel de recherche aux HEC Montréal.

Plusieurs personnes ne sont sans doute pas demeurées indifférentes à la lecture du clin d'œil de Stéphane Laporte il y a quelques jours. Ce dernier, avec l'humour cinglant qu'on lui connaît, mentionnait que «le ministre Bolduc voulait que le système hospitalier imite le modèle Toyota. C'est l'inverse qui s'est produit». Certains, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du réseau de la santé, pourraient profiter de l'occasion pour jeter aux oubliettes ces pratiques de gestion. Ce serait une grave erreur, d'autant plus qu'au Québec des centres hospitaliers utilisent déjà cette démarche avec succès.

Certes, la société Toyota traverse une période très difficile. Steven Spear, professeur et consultant américain qui a examiné le modèle Toyota sous toutes ses coutures, mentionne que la croissance de Toyota s'est réalisée plus rapidement que la capacité de celle-ci à déployer ses compétences dans un réseau mondial en pleine expansion. Bref, la quête du premier rang mondial des constructeurs automobiles a éloigné Toyota des principes du modèle qu'elle a elle-même créé. Ainsi, il faudrait aujourd'hui distinguer la société Toyota du système de production de Toyota (Toyota Production System).

Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette mésaventure? Et surtout, quelles sont les leçons pour le réseau québécois de la santé qui a vu le ministre Yves Bolduc mettre, dès son arrivée en poste, l'approche Toyota à l'avant-scène? Tout d'abord, plaçons les choses dans leur contexte. Le Québec n'est pas le premier réseau de la santé à s'intéresser à ce modèle aussi connu sous le vocable de «lean healthcare» ou «lean santé». De très nombreux centres hospitaliers dans le monde s'y intéressent, dont certains depuis près d'une dizaine d'années.

À l'arrivée du ministre, certains se sont montrés inquiets de voir associer le système de production de Toyota à la santé. En effet, dès que l'on parle dans le réseau de santé d'implanter des pratiques novatrices de gestion empruntées au monde industriel, on craint de déshumaniser les soins. Par contre, pour le D^r Marcus Froehling, un chirurgien allemand travaillant en Angleterre,



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

L'approche Toyota appliquée au secteur de la santé permettrait de réduire l'ambiguïté dans les tâches. C'est par des moyens plus efficaces et efficaces que l'on peut réduire les erreurs et consacrer du temps de qualité aux soins des patients.

c'est paradoxalement par l'industrialisation de la santé que l'on peut humaniser davantage les soins.

Il nous faut établir des critères, établir des protocoles de soins, réduire impitoyablement le gaspillage de temps et d'énergie, introduire des processus d'amélioration continue afin de trouver des solutions aux problèmes récurrents des centres hospitaliers. Et surtout

C'est paradoxalement par l'industrialisation de la santé que l'on peut humaniser davantage les soins.

impliquer les prestataires de soins et tous les travailleurs de la santé et des services sociaux dans les solutions mises de l'avant.

Il faut réduire l'ambiguïté dans les tâches. C'est là l'un des premiers constats de Steven Spear lorsqu'il s'est intéressé à transposer l'approche Toyota au secteur de la santé. C'est par ces moyens plus efficaces et efficaces que l'on peut réduire les erreurs et consacrer du temps de qualité aux soins des

patients. Le contexte professionnel de la santé n'est pas une excuse pour que chacun fasse les choses à sa manière.

Notre réseau de santé a besoin de normes afin de réduire l'ambiguïté de chacun de ses processus, de supprimer les activités sans valeur ajoutée, de rendre visibles les erreurs et d'introduire des initiatives de résolutions de problèmes pour les éliminer.

Notre réseau doit également s'interroger sur «qui» doit faire «quoi», sur comment modifier l'attitude de tous les intervenants face à leur travail avec la conviction de pouvoir changer les choses.

Cette réflexion n'est ni simple, ni rapide, ni magique et il faut y travailler assidûment en se rappelant les mésaventures de Toyota. Chaque établissement doit s'approprier la démarche et réaliser des projets d'amélioration à son rythme et à sa façon. Cela nécessite un travail de longue haleine.

Comme le dit si bien la société Disney pour expliquer son succès: «It is not the magic that makes it work, it's the way we work that makes it magic.» Autrement dit, ce n'est pas par magie que les choses se réalisent, c'est par notre façon de travailler que ça devient magique!

Pourquoi pas six jours d'école?

On pourrait développer des talents avec un plus grand éventail d'apprentissages que les matières de base



PHOTO M. CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE
Une semaine scolaire de six jours permettrait notamment d'intercaler d'autres activités entre les cours sur les matières de base.

JEAN-PIERRE AUBRY
L'auteur est économiste et fellow invité du CIRANO.

Ces temps-ci, il y a débat public sur l'ajout d'une journée à la semaine scolaire de cinq jours. Dans ce débat, on discute beaucoup de l'allongement du temps d'enseignement pour faire de la place à l'enseignement religieux ou pour donner une plus grande flexibilité d'horaire aux élèves.

Il y a cependant d'autres arguments en faveur d'une telle mesure au secondaire. Un de ceux-là est d'offrir à l'école un plus grand éventail d'apprentissages, tout en utilisant plus intensément l'encadrement et les infrastructures de l'école.

Un des rôles de l'école est de donner aux élèves la possibilité de développer une grande variété de talents tout en apprenant des matières de base (français, mathématiques, histoire, géographie...). La diversité des talents doit aller bien au-delà de ceux menant à l'assimilation des matières de base. On devrait développer les talents artistiques, manuels, techniques et sportifs des élèves.

Cela donnerait à un plus grand nombre d'élèves la capacité de se faire apprécier de leur entourage et de découvrir les domaines où ils seront plus heureux et productifs sur le marché du travail.

Cette valorisation aurait pour effet d'encourager plusieurs élèves,

moins doués dans l'apprentissage des connaissances de base, à faire l'effort d'acquérir ces connaissances de base plutôt que de décrocher de l'école.

Dans la nature, il y a une grande diversité de talents, ce qui est un actif important pour nos sociétés. Il faut utiliser davantage l'école pour identifier ces talents et les développer. Présentement, nos écoles sont sous-utilisées et elles ne développent qu'un sous-ensemble de talents, démotivant les étudiants qui ont peu de ces talents, mais qui en ont certainement beaucoup d'autres.

Une semaine scolaire de six jours permettrait aussi d'intercaler d'autres activités entre les cours sur les matières de base. Par exemple, on pourrait avoir dans cette semaine trois demi-journées (disons les mardi et jeudi et samedi après-midi) pour des activités sportives et artistiques. Un tel horaire serait beaucoup plus attrayant que celui de passer cinq jours consécutifs (cinq matins et cinq après-midis) en cours sur des matières de base.

Le débat que nous avons sur la semaine de six jours à l'école doit être élargi, car nous risquons de manquer une occasion d'améliorer grandement notre système d'éducation et le développement des talents de nos jeunes.

QU'EN PENSEZ-VOUS?

Écrivez-nous à forum@lapresse.ca

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931